

Unité interdépartementale Savoie/Haute-Savoie
3 rue Paul Guiton
74000 Annecy

Annecy, le **28 JUIL. 2022**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



CARRIERES ROSSETTO

QUEVETS NORD
ROUTE DE LA SERRA
74490 ST-JEOIRE

Références : AN2022-PGD-20220719-RAP-InspCarRossettoStJeoire-vs

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/07/2022 dans l'établissement CARRIERES ROSSETTO implanté ROUTE DE LA SERRA 74490 ST-JEOIRE. L'inspection a été annoncée le 04/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES ROSSETTO
- QUEVETS NORD ROUTE DE LA SERRA 74490 ST-JEOIRE
- Code AIOT dans GUN : 0006101904
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED – MTD

La société Les Carrières Rossetto a été autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de roches massives sur la commune de Saint-Jeoire par arrêté préfectoral (AP) du 3 février 2009 pour une durée de 20 ans.

Le gisement est estimé à 5 000 000 tonnes. Le rythme d'extraction est de 150 000 tonnes/an en moyenne et 200 000 tonnes/an au maximum. Le remblayage est autorisé pour la remise en état du site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- AN 2022 : PGD et registre ;
- Surveillance et sécurisation du massif ;
- Traitement Plainte.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

La fiche de constats suivante fait l'objet d'une proposition de suite administrative :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délais
Stabilité des fronts	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.6.	Lettre de suite préfectorale	4 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées
AN 2022 – Plan Gestion des déchets en carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1	Aucune suite
Stockage des déchets d'extraction inertes résultant de l'exploit...	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.5.	Aucune suite
Remblayage de carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12 > 12.3. I.	Aucune suite
Remblayage de carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12 > 12.3. II.	Aucune suite
AN 2022 – Plan Gestion des déchets en carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16	Aucune suite
AN 2022 – Plan Gestion des déchets en carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article I > 1.	Aucune suite

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées
AN 2022 – Plan Gestion des déchets en carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article I > 2.	Aucune suite
AN 2022 – Traçabilité des terres	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6	Aucune suite
Suivi de Plainte	Arrêté Préfectoral du 03/02/2009, articles 14. 1 et 14.2	Lettre de réponse au plaignant

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection et des enjeux associés, il est proposé une suite administrative concernant les fronts d'abattage. L'exploitant doit transmettre la mise à jour de l'étude géotechnique du front principal F1 et F2. Dans l'attente la zone de sécurité en pied de talus est toujours active.

Il devra également justifier de la stabilité des stockages des déchets inertes d'extraction et lors de la mise à jour du PGD de son site en 2023, que l'ensemble des items de l'article 16 de l'AM du 22/09/94 modifié soit présent.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : AN 2022 – Plan Gestion des déchets en carrière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Déchets concernés par le PGD
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables :</p> <ul style="list-style-type: none"> • aux exploitations de carrières qui relèvent du régime d'autorisation (rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées), à l'exception des affouillements du sol ; • aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement. <p>On entend par zone de stockage :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lorsque les déchets d'extraction à stocker sont non dangereux, non inertes ou dangereux, les installations relevant de la rubrique 2720 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ; • lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. <p>Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté.</p> <p>On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol).</p> <p>Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.</p> <p>L'arrêté d'autorisation peut fixer, en tant que de besoin, des dispositions plus contraignantes que celles prescrites ci-après. Sauf mention expresse, sont soumises aux dispositions qui suivent, en ce qui concerne les carrières, les exploitations à ciel ouvert et les exploitations souterraines.</p> <p>Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont réalisées et exploitées en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que la gestion</p>

équilibrée de la ressource en eau.

Constats :

Seuls les déchets issus de l'exploitation sont concernés par le Plan de Gestion des Déchets.

Seul le stérile 0/15 (comprenant éventuellement les veines d'argiles) est généré comme déchet d'extraction sur le site.

Les matériaux extraits ne sont pas traités par voie humide et les installations de traitement ne génèrent pas d'autres déchets qui peuvent être assimilés à des déchets d'extraction.

Les stériles sont utilisés pour réaliser les pistes ou les merlons. Cependant, la majorité est stockée sur le site. A ce titre l'exploitant se doit de réaliser un plan de gestion des déchets (PGD).

L'exploitant nous a montré en séance son PGD dont la mise à jour a été réalisée en 2018.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Stockage des déchets d'extraction inertes résultant de l'exploit...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.5.

Thème(s) : Risques accidentels, Zones de stockage des déchets Inertes d'extraction

Prescription contrôlée :

Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes. L'arrêté d'autorisation prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des sols, des eaux et la fréquence des mesures à réaliser.

Constats :

Les stériles sont stockés sur le site de la carrière. Nous avons constaté le jour de la visite, que la pente de ce stockage ne semble pas dépasser 45°, il n'y a pas de blocs apparents instables.

Observation :

A la prochaine mise à jour du PGD en 2023, l'exploitant justifiera de la localisation de ce stock sur un plan et de sa stabilité.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Stabilité des fronts

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.6.

Thème(s) : Risques accidentels, Zones de stockage des déchets Inertes d'extraction

Prescription contrôlée :

Pour les travaux à ciel ouvert, l'exploitant doit définir la hauteur et la pente des gradins du front d'abattage en fonction de la nature et de la stabilité des terrains et de la méthode d'exploitation.

Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs.

A moins que son profil ne comporte pas de pente supérieure à 45°, le front d'abattage doit être constitué de gradins d'au plus 15 mètres de hauteur verticale, sauf autorisation du préfet prise selon les formes prévues à l'article R. 512-31 du code de l'environnement

Constats :

A la suite de l'inspection réalisée sur le site en 2021, l'exploitant a transmis la mise à jour de l'étude géotechnique réalisée sur les fronts en exploitation.

Cette étude préconisée des travaux de mise en sécurité des fronts. Pour la réalisation de ces

travaux (purge, clouages, pose de filets, déflecteurs, etc.), une zone de sécurité d'une largeur d'environ 75 mètres, validée par le géotechnicien, a été délimitée au pied du front principal. Cette zone n'est pas accessible car, la piste pour s'y rendre a été condamnée.

Nous avons constaté sur site que les travaux de sécurité ont été réalisés et que la zone de sécurité est toujours active.

Dans l'étude géotechnique, en plus des travaux de sécurité, le bureau précisait les éléments suivants concernant les fronts d'exploitation :

- le front fermant ne présente aucune instabilité particulière ;
- le front principal d'une largeur d'environ 350 mètres a été « découpé » en 3 fronts selon les pentes et les failles :
 - F1 : d'une largeur d'environ 90 mètres, jouxtant le front fermant : l'étude précise qu'à la fin des travaux de sécurisation et de purge les conditions d'exploitation devaient être confirmées par le bureau géotechnique ;
 - F2 : d'une largeur d'environ 30 à 40 mètres en pied de talus : il présente une masse instable dont le volume augmentera lorsque l'exploitant « descendra » le carreau. Le bureau a émis 3 solutions afin de traiter ou surveiller cette masse. L'inspection note que la surveillance préconisée ne pourra pas constituer un dispositif d'alerte pour le personnel évoluant dessous ;
 - F3 : d'une largeur d'environ 250 mètres : aucune préconisation particulière car, ce front ne présente pas d'instabilité.

Au vu des constats réalisés et des préconisations du bureau d'étude, l'inspection des installations classées maintient cette zone de sécurité d'une base d'environ 75 m de largeur au droit de F1 et F2 en pied de talus du front principal.

Cette zone ne pourra être levée qu'avec l'aval du bureau géotechnique et à la suite :

- de la réévaluation des conditions d'exploitations de F1 pour éviter un risque de "fauchage" si les pendages venaient à s'incliner vers le Nord ;
- du traitement ou de la surveillance de la masse présente sur F2.

Ces éléments devront être transmis sous 4 mois à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Lettre préfectorale

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Remblayage de carrière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12 > 12.3. I.

Thème(s) : Risques accidentels, Stabilité du remblayage

Prescriptions contrôlées :

Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Constats :

Actuellement, il n'y a pas de zones remblayées sur la carrière.

Lors de la remise en état du site, en amont de la mise œuvre du remblaiement, l'exploitant en justifiera de la stabilité.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Remblayage de carrière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12 > 12.3. II.

Thème(s) : Risques accidentels, Déchets inertes

Prescriptions contrôlées :

Les déchets utilisables pour le remblayage sont :

- les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient

compatibles avec le fond géochimique local ; <ul style="list-style-type: none"> les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé, y compris le cas échéant son article 6.
Constats : Actuellement aucune zone n'est remblayée conformément aux plans de phasage d'exploitation. L'exploitant nous a déclaré que seuls les déchets d'extraction et les déchets inertes qui respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté ministériel du 12/12/2014 seront utilisées dans le cadre de la remise en état du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : AN 2022 – Plan Gestion des déchets en carrière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu du PGD ou justification absence PGD
Prescriptions contrôlées : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ; les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.
Constats : Au vu des constats précédents, l'exploitant est tenu de justifier de la réalisation d'un PGD. Ce plan mis à jour en 2018 nous a été présenté en séance.
Observation : L'inspection précise que le plan de gestion de déchets doit être révisé tous les 5 ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan.

Ce plan doit être mis à jour en 2023. Dans ce cadre, l'exploitant devra justifier qu'il comporte l'ensemble des items présents dans cet article.

A chaque révision, le PGD devra être transmis à monsieur le préfet de la Haute-Savoie par :

- courriel à l'adresse suivante : ddpp-paic@haute-savoie.gouv.fr ;
- courrier à l'adresse suivante : P.A.I.C., 3 rue Paul Guiton 74 000 Annecy.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : AN 2022 – Plan Gestion des déchets en carrière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article I > 1.

Thème(s) : Risques accidentels, Déchets d'extraction inertes

Prescriptions contrôlées :

Sont considérés comme déchets d'extraction inertes, au sens de cet arrêté, les déchets répondant, à court terme comme à long terme, à l'ensemble des critères suivants :

- les déchets ne sont susceptibles de subir aucune désintégration ou dissolution significative, ni aucune autre modification significative, de nature à produire des effets néfastes sur l'environnement ou la santé humaine ;
- les déchets présentent une teneur maximale en soufre sous forme de sulfure de 0,1 %, ou les déchets présentent une teneur maximale en soufre sous forme de sulfure de 1 % et le ratio de neutralisation, défini comme le rapport du potentiel de neutralisation au potentiel de génération d'acide et déterminé au moyen d'un essai statique prEN 15875, est supérieur à 3 ;
- les déchets ne présentent aucun risque d'autocombustion et ne sont pas inflammables ;
- la teneur des déchets, y compris celle des particules fines isolées, en substances potentiellement dangereuses pour l'environnement ou la santé humaine, et particulièrement en certains composés de As, Cd, Co, Cr, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, V et Zn, est suffisamment faible pour que le risque soit négligeable pour la santé humaine et pour l'environnement, tant à court terme qu'à long terme.

Sont considérées à cet égard comme suffisamment faibles pour que le risque soit négligeable pour la santé humaine et pour l'environnement les teneurs ne dépassant pas les seuils fixés au niveau national pour les sites considérés comme non pollués, ou les niveaux de fond naturels nationaux pertinents ;

- les déchets sont pratiquement exempts de produits, utilisés pour l'extraction ou pour le traitement, qui sont susceptibles de nuire à l'environnement ou à la santé humaine.

Constats :

Il s'agit d'une extraction de roches sédimentaires massives carbonatées alluvions-calcaires. Dans ce cadre, si l'extraction des matériaux génère éventuellement des déchets, il n'est pas nécessaire de démontrer que ces déchets satisfont aux cinq critères définis de l'arrêté ministériel du 22/09/94 modifié pour justifier de leur caractère inerte.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : AN 2022 – Plan Gestion des déchets en carrière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article I > 2.

Thème(s) : Risques accidentels, Déchets d'extraction inertes

Prescriptions contrôlées :

Des déchets peuvent être considérés comme inertes sans qu'il soit procédé à des essais spécifiques dès lors qu'il peut être démontré à l'autorité compétente, sur la base des informations existantes ou de procédures ou schémas validés, que les critères définis au paragraphe 1 ont été pris en compte de façon satisfaisante et qu'ils sont respectés.

Constats :

Au vu des constats réalisés, cette prescription ne s'applique pas à l'exploitation de ce site.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : AN 2022 – Traçabilité des terres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Traçabilité des terres

Prescriptions contrôlées :

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

- a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement : la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;
- b) Concernant la dénomination, nature et quantité :
 - la dénomination usuelle du déchet ;
 - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
 - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
 - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
 - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
 - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m³ ;
- c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :
 - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
 - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
 - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
 - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
 - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
 - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :
 - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
 - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
 - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Ils doivent également renseigner à mois n+1 le Registre National des Déchets, Terres excavées et Sédiments. L'arrêté du 31/05/2021 fixe le contenu de ces registres.

Le lien pour accéder au RNDTS est le suivant :

<https://rndts-diffusion.developpement-durable.gouv.fr/fr/lapplication-rndts>

Du fait de la mise en place tardive du RNDTS, exceptionnellement et uniquement pour l'année 2022, les exploitants peuvent réaliser leur déclaration jusqu'au 31/12/2022. Ils ne sont pas dans l'obligation de le réaliser mensuellement.

Pour les terres inertes qui ont fait l'objet d'une notification en bonne et due forme par le Pôle National des Transferts Transfrontaliers de Déchets (PNTTD) et qui sont à destination d'une valorisation (carrière ou aménagement), les exploitants ne sont pas obligés de les télédéclarer sur le RNDTS. Par contre ils sont soumis au registre chronologique.

Seules les terres suisses qui sont envoyées sur une installation de transit sont soumises au RNDTS.

Conformément à l'article 15 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021, lorsque l'une des personnes mentionnées aux articles 1er à 14 de l'arrêté, ne dispose pas de numéro SIREN, le numéro SIREN et le numéro SIRET sont remplacés par, selon le cas :

- pour les associations, le numéro d'inscription au registre national des associations, ou à défaut au registre des associations du tribunal de leur siège ;
- pour les entreprises dont le siège social est situé hors de France et dans un pays de l'union européenne, le numéro de TVA intracommunautaire ;
- lorsque ce siège social est hors de l'union européenne, le numéro d'identification délivré par les autorités du pays d'implantation ;
- pour les personnes physiques, les nom et prénom.

Actuellement, l'exploitant n'accepte aucune terre dans le cadre de la remise en état de son site. Lorsqu'il acceptera des terres inertes extérieures pour le réaménagement du site, il veillera à mettre en place le registre chronologique et à renseigner RNDTS pour les terres n'ayant pas l'objet d'une notification en bonne est due forme.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suivi de Plainte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2003, articles 14 – 1/2

Thème(s) : Risques accidentels, Bruits et vibrations

Prescriptions contrôlées :

Article 14.1 – Bruits

L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité. L'exploitation a lieu du lundi au vendredi hors jours fériés et sur une plage horaire maximale de 7 heures à 19 heures.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

Les travaux d'extraction et de transport des matériaux issus de la carrière, ainsi que l'apport des remblais, sont interdits entre 19 h et 7 h ainsi que les samedis, dimanches et jours fériés.

En dehors de ces limites et suite à une demande motivée, l'exploitation devra faire l'objet d'une autorisation de l'inspecteur des installations classées.

Les limites à ne pas dépasser sont 70 d(B)A en limite de propriété et les émergences maximales admissibles dans les ZER est de 5 d(B)A.

En cas de plainte, des campagnes de mesures des niveaux sonores pourront être prescrites par

l'inspecteur des installations classées et, si besoin des solutions techniques devront être présentées par l'exploitant pour réduire les nuisances sonores dont il est à l'origine. Les frais des campagnes de mesures seront à la charge de l'exploitant.

A noter, dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne doit pas excéder 30 pour cent de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurnes ou nocturnes définies dans le tableau ci-dessus.

Article 14.2 – vibrations

Les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables. L'enregistrement des vibrations des tirs sera effectué systématiquement au moyen d'appareils spécialement prévus à cet effet, implantés au niveau des habitations les plus proches.

Les enregistrements seront archivés et tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Toute anomalie grave constatée dans l'exécution des tirs telles que vibrations anormales (au delà de 10 mm/s de vitesse particulaire pondérée), ou projection anormale de pierres devra être signalée dans les plus brefs délais à la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (groupe de subdivisions d'Annecy), avec toutes les informations utiles.

Constats :

L'inspection a été destinataire d'une plainte le 21 avril 2022 concernant les émissions sonores liées aux conditions de forages et de survol d'hélicoptères. Le plaignant précise également l'apparition de fissures qui seraient liées aux vibrations émises lors des tirs.

Lors de la réalisation des travaux de sécurité sur le front principal, des travaux de clouage ont été nécessaires. L'acheminement par hélicoptère de matériel a également été réalisé.

A la date de l'inspection, ces travaux sont théoriquement achevés.

Dans ce cadre, si de nouveaux travaux de clouage sont nécessaires, avant la réalisation de ces derniers, l'exploitant préviendra la mairie ainsi que la DREAL. Il devra également prévoir une campagne de mesures sur la tonalité particulière afin de déterminer si les travaux de foration du massif pour le clouage des masses correspondent à une tonalité marquée au sens du 1.9 de l'AM du 23/01/97.

En ce qui concerne la surveillance sonore du site, l'exploitant a mis en place annuellement une surveillance (non prescrite par l'arrêté préfectoral). La dernière surveillance a été réalisée le 28/02/2022 par le bureau Pronotec. Les seuils des bruits en limite d'exploitation et les émergences sont respectés.

A chaque tir, des sismographes sont mis en place sur des habitations (maisons ROSSI, ROSAT et MICHELETTO) au plus près des fondations. Chaque année, un bilan annuel sur l'exploitation des résultats est réalisé par le CEREMA. En 2021, les vitesses pondérées oscillaient entre 0,52 et 2,18 mm/s. Le CEREMA a conclu que ces vitesses n'étaient pas susceptibles de générer des dégâts sur les structures.

En avril 2022, date de la plainte, 2 tirs ont été réalisés le 7 et le 29 avril. Les sismographes ont été placés sur les habitations ROSSI et MICHELETTO. Les vitesses pondérées sont de 1,24 et 0,65 mm/s. Au vu de ces résultats, ces vitesses inférieures aux vitesses de 2021, ne sont susceptibles de générer des dégâts sur les structures.

L'inspection propose à monsieur le préfet de la Haute-Savoie de rédiger un courrier de réponse en ce sens à l'attention du plaignant.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet